

vait à Halifax, l'an dernier, et déplorait tout ce que nous avons fait, l'Angleterre adoptait un projet de loi interdisant les importations. Pourquoi l'Angleterre a-t-elle fait cela? Parce que, comme l'a dit M. MacDonald, l'Angleterre était menacée de la ruine financière. Ses hommes d'Etat comprirent clairement que si elle continuait à acheter plus qu'elle ne vendait, ses recettes de transport étant bien réduites et ses placements bien diminués, elle ne pouvait s'attendre qu'à la faillite la plus complète.

Dès notre arrivée au pouvoir, nous avons pris des moyens pour tâcher au moins de corriger l'effet de cette balance défavorable et remettre notre pays dans un état de solvabilité. Mon très honorable ami persiste à ne pas vouloir ouvrir les yeux, mais je vais lui poser cette question: que serait-il advenu du Canada si nous n'avions pas pris cette attitude? On ne saurait nier la situation que j'ai exposée. Personne n'osera nier que sans ces mesures nous allions inévitablement au désastre. Je ne puis m'attendre, naturellement, à ce que des gens qui sont aveuglés par des préjugés puissent écouter un seul moment ce que j'ai à leur dire. Je leur dirai tout de même,—ce que d'ailleurs ils trouveront dans tous les traités d'économie,—que les plus acharnés libre-échangistes d'entre eux doivent savoir qu'il n'y avait qu'une chose à faire, et c'était de prendre les moyens d'obtenir ce résultat.

Nous avons pris des mesures dans ce sens, dis-je. Nous avons agi franchement, parce que nous croyions que c'était le seul moyen de réussir. Si mes honorables amis me demandent de faire comparaître un témoin, un homme désintéressé, j'invoquerai le témoignage de sir Walter Runciman, président du Board of Trade d'Angleterre. Je constate que dans un discours prononcé l'autre jour, lui, libre-échangiste de naissance, qui a déjà fait partie d'un gouvernement à politique libre-échangiste, qui a prononcé des discours en Angleterre en faveur de cette doctrine, s'est trouvé en présence d'une situation où il a dû consentir à l'imposition de droits sur les importations de 50 p. 100 et, dans certains cas, jusqu'à 100 p. 100. Voici comment il s'est exprimé:

"Le tarif général établi récemment a réduit les importations de 8 millions de livres directement, et de 16 millions, indirectement. (La valeur de la livre était hier de \$3.78). Pendant que le nombre des chômeurs augmentait dans les autres pays, l'Angleterre voyait diminuer de 486.000 le nombre de ses sans-travail.

"Par suite des mesures énergiques prises, pas une minute trop tôt par le Gouvernement, au mois de novembre dernier, nous pouvons nous montrer satisfaits des résultats de notre politique", a dit M. Runciman. "Tout en sauvegardant notre pouvoir d'achat à l'étranger pour des besoins plus pressants, nous avons donné à nos industries domestiques un essor qui a dépassé tout ce que l'on a fait dans ce sens depuis 1921".

[Le très hon. M. Bennett.]

Il appliqua,—tard, il est vrai,—mais il appliqua le principe en 1930. Il y a plus encore; si nos honorables amis veulent bien lire les discours qui ont été prononcés en Angleterre pendant la dernière campagne électorale, ils constateront, par les comptes rendus du magazine *Time*, que M. Chamberlain a rappelé maintes fois que l'Angleterre pouvait accomplir ce que le Canada avait accompli. J'admets qu'il est bien difficile de faire comprendre à nos honorables vis-à-vis que nous ne vivons pas dans les temps dont a parlé mon très honorable ami, cet après-midi. Nous ne vivons pas dans les mêmes conditions, et, si mes prémisses sont bien fondées,—et je crois qu'elles le sont,—on devra admettre que les conditions qui ont existé depuis 1929 sont le résultat d'une crise mondiale, dont maintenant, je l'espère bien, nous nous rétablissons lentement.

Le très hon. MACKENZIE KING: Le premier ministre me permettra-t-il de lui adresser une question?

Le très hon. M. BENNETT: Oui.

Le très hon. MACKENZIE KING: Est-il possible que tous les pays aient à la fois une balance commerciale favorable?

Le très hon. M. BENNETT: J'y arrive. Cet après-midi, le très honorable chef de l'opposition s'intéressait apparemment beaucoup aux autres pays. Pour le moment, c'est le pays que j'ai été chargé d'administrer qui m'intéresse. Quant à la question de savoir, comme il le demande, s'il est possible pour tous les pays à la fois d'avoir une balance commerciale favorable, je dis que c'est une chose qui ne me préoccupe pas, tant que mon propre pays est bien servi. Voilà mon point de vue. C'est ce que disait sir Walter Runciman, lorsqu'il a imposé sur les importations des droits de douane variant entre 50 et 100 p. 100. Voilà ce qu'il fait pour l'Angleterre, et c'est également ce que nous faisons pour le Canada. La seule différence, c'est que nous l'avons fait les premiers.

Y a-t-il un seul membre de la Chambre qui soit prêt à aller dire à ses commettants qu'il est en faveur d'une politique tendant à accroître les obligations du Canada à l'extérieur, lesquelles obligations devront être acquittées en marchandises, en services ou en or? Lorsque les marchandises et les services ne suffisent pas, comme c'est le cas actuellement, il n'y a qu'une seule manière de payer, c'est avec de l'or. On ne peut s'en procurer qu'en empruntant ou par l'afflux de nouveaux capitaux. Allez trouver vos commettants et dites-leur cela. Allez leur dire que vous avez siégé pendant toute une session et que vous avez